

De plus n'a-t-on pas vu ce gouvernement augmenter les compensations pour animaux abattus, aux termes de la loi sur les épizooties, augmentation de 40 p. 100 et de 75 p. 100.

Les cultivateurs du Québec ont reçu, en outre, du gouvernement fédéral, l'an passé, la somme de \$2,150,000 qui était la part de ce gouvernement, soit 60 p. 100 des octrois versés pour le transport et l'achat de la chaux.

Dernièrement, monsieur l'Orateur, nous avons le plaisir d'entendre le premier ministre annoncer la nomination de l'honorable député de Joliette-L'Assomption-Montcalm comme secrétaire parlementaire de l'honorable ministre de l'Agriculture. Cela prouve une fois de plus l'esprit d'unité qui anime ce parti, et les cultivateurs sont contents de constater que c'est la première fois dans l'histoire du Canada qu'un honorable député du Québec accède à ce poste.

A la lecture du compte rendu du magistral discours prononcé lundi dernier, à Joliette, par l'honorable ministre de l'Agriculture, tous les Canadiens français ont été enchantés de constater une fois de plus que le ministre entend confier un large rôle à son secrétaire parlementaire. Une attitude aussi compréhensive concourt à l'unité nationale et laisse prévoir que les cultivateurs de ma province bénéficieront des services d'un porte-parole aussi dévoué qu'éclairé.

Une autre nouvelle qui réjouit notre population agricole, c'est la formation du Comité des grains de provende pour l'Est du Canada, ainsi que la nomination de ses membres. Je forme le souhait que très bientôt un membre de la Commission canadienne du blé soit choisi parmi les citoyens de l'Est. Avec ceci, nous pourrions cimenter notre désir commun de coopération entre les producteurs de grains de l'Ouest et les consommateurs de l'Est, laquelle coopération bénéficiera à tous.

Pour l'avenir de notre agriculture, nous devons faire beaucoup. Je fonde, monsieur l'Orateur, de grands espoirs sur la loi de la remise en valeur et l'aménagement des terres agricoles, couramment désignée programme ARDA. Cette loi permettra au gouvernement fédéral d'entreprendre, de concert avec les gouvernements provinciaux et divers organismes, des travaux visant à: 1° trouver d'autres usages pour les terres peu productives; 2° accroître le revenu et l'embauchage dans les régions rurales; 3° développer et conserver les ressources en eau et en sol du Canada.

J'ai moi-même étudié cette loi de très près; je crois qu'elle va révolutionner l'agriculture canadienne. Tous les agriculteurs sont directement intéressés dans cette mesure. Des «activités» reléguées au second plan dans l'organisation agricole de l'Est du Canada, en particulier, vont prendre la vedette; il n'y a

[M. Vincent.]

pas encore assez de réalisations concrètes pour en parler très longuement, qu'il me suffise de vous dire que déjà le gouvernement y a affecté la somme de 50 millions de dollars.

Un autre point, monsieur l'Orateur, qui a aidé la population de ma circonscription, de ma province et de mon pays, c'est l'augmentation des versements de sécurité sociale et l'établissement d'un programme d'assurance-hospitalisation. Dès que les circonstances le permettront, je rappellerai au gouvernement la nécessité d'augmenter substantiellement les allocations familiales. Je ferai cette demande parce que les familles nombreuses de ma circonscription, de ma province, de mon pays, en ont besoin, pour les aider à équilibrer leur budget.

Dans un autre domaine, monsieur l'Orateur, à titre de citoyen du Québec, de Canadien de langue française, il me fait plaisir de signaler le travail accompli par ce gouvernement relativement au bilinguisme et à l'unité nationale au Canada. La volonté que nous avons de continuer le travail commencé m'invite à prédire que, dans ce climat de compréhension, d'autres pas seront faits dans le sens de l'unité pour sceller la collaboration, sans assimilation, de nos deux grandes cultures qui doivent demeurer distinctes mais unies.

(Traduction)

Je suis nouveau à la Chambre. Je suis fier de ma langue et de ma province. A mon arrivée à Ottawa, j'ai été surpris de constater combien de Canadiens de langue anglaise désirent apprendre le français et essaient de le parler. Comme il serait bon que, de la Colombie-Britannique à Terre-Neuve, les Canadiens puissent s'exprimer non seulement dans leur langue maternelle mais aussi dans l'autre langue officielle du pays. Comme cela renforcerait la position sociale et culturelle du Canada.

On me pardonnera sans doute si, dans ma candeur de nouveau député, j'ose dire combien je suis impressionné de me retrouver parmi des parlementaires de marque, des hommes qui possèdent une grande sagesse et une longue expérience, qui sont, bien entendu, plus nombreux de ce côté-ci de la Chambre... (Exclamations)... quoiqu'il y en ait aussi parmi les honorables vis-à-vis.

Des voix: Bravo!

M. Vincent: Monsieur l'Orateur, permettez-moi de dire un mot de la Conférence du Commonwealth qui vient d'avoir lieu à Londres.

Malgré les dépêches tendancieuses que certains journaux ont reproduites, on peut dire en toute sincérité que notre premier ministre (M. Diefenbaker) a parfaitement démontré à cette conférence la nécessité de sauvegarder les intérêts économiques du Commonwealth